

§ 2. Cette subvention est imputée au budget général des dépenses 2021, aux article budgétaire et allocation de base suivants :

Sous-secteur	Article budgétaire	Allocation de base	montant	Fonds
Accueil d'enfants	GDF-AGEF2UA-WT	AGE030	2 555 178	PC 331

§ 3. La subvention est payée au Fonds Maribel social PC 331 (accueil d'enfants) au numéro de compte suivant :

Fonds Maribel social	Montant de la subvention en euros	Numéro BCE	Numéro de compte
PC 331	2 555 178	0894.867.461	BE08 0015 4072 0213

§ 4. La subvention est payée après l'approbation du présent arrêté et l'engagement de la subvention.

**Art. 2.** Cette subvention met en œuvre les engagements tels que repris au VOLET III, Partie Ire, point 2.2 du sixième Accord intersectoriel flamand du 30 mars 2021 pour les secteurs à profit social/non marchand pour la période 2021-2025 (ci-après dénommé VIA6).

**Art. 3.** La subvention accordée dans les limites des crédits budgétaires disponibles et répartie par (sous-)secteur sur la base du nombre d'ETP et des montants fixés dans VIA6, est utilisée pour les suivants secteurs traditionnels des soins et de l'aide sociale aux Fonds Maribel social respectifs PC 331.00.10 (accueil d'enfants), de la manière suivante :

Sous-secteur PC 331.00.10	Nombre d'ETP	Budget accordé
Accueil d'enfants	9 854,52	2 555 178

**Art. 4.** Le Fonds Maribel social transmet à l'agence sectorielle compétente un aperçu des paiements accordés aux structures concernées. Si ces paiements sont inférieurs au montant accordé, le solde est recouvré.

Les coûts subventionnés dans le cadre du présent arrêté peuvent être démontrés au niveau de la structure, sur la base de factures ou via d'autres moyens de preuve, et ne peuvent pas déjà être compensés par une autre instance ou subvention.

**Art. 5.** Le ministre flamand compétent pour le bien-être est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 6.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> décembre 2021.

Bruxelles, le 18 février 2022.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
J. JAMBON

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté,  
W. BEKE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2022/202061]

**6 AVRIL 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du 19 janvier 2022 relatif à la Cellule audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds européens**

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant le règlement (CE) n° 1083/2006 du Conseil;

Vu le règlement (UE) n° 1309/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds européen d'ajustement à la mondialisation pour la période 2014-2020 et abrogeant le règlement (CE) n° 1927/2006;

Vu le règlement (UE) n° 514/2014 du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 portant dispositions générales applicables au Fonds « Asile, Migration et Intégration » et à l'instrument de soutien financier à la coopération policière, à la prévention et à la répression de la criminalité, ainsi qu'à la gestion des crises;

Vu le règlement délégué (UE) n° 1042/2014 de la Commission du 25 juillet 2014 complétant le règlement (UE) n° 514/2014 en ce qui concerne la désignation et les responsabilités en matière de gestion et de contrôle des autorités responsables ainsi que le statut et les obligations des autorités d'audit;

Vu le règlement (UE) n° 1046/2018 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012;

Vu le règlement (UE) 2021/241 du Parlement européen et du Conseil du 12 février 2021 établissant la facilité pour la reprise et la résilience;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 1<sup>er</sup>, telle que modifiée;

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, l'article 51;

Vu l'accord de coopération du 21 juillet 2016 entre la Communauté française et la Région wallonne créant un Service commun d'audit, dénommé Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie;

Vu l'accord de coopération du 16 mai 2019 entre la Communauté française et la Région wallonne fixant le statut des membres du personnel du Service commun d'Audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie et les modalités de transfert des membres du personnel du Ministère de la Communauté française et du Service public de Wallonie vers ce service commun;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2019 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, au Secrétariat du Gouvernement wallon et au SePAC, l'article 56;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 janvier 2022 relatif à la Cellule audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds européens;

Vu le rapport du 7 mars 2022 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 mars 2022;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 mars 2022;

Vu l'avis 71.220/2 du Conseil d'État, donné le 28 mars 2022, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que le contrat d'administration du 11 février 2016 entre le Gouvernement wallon, le Gouvernement de la Communauté française et le Collège de la Commission communautaire française, d'une part, et le Corps Interfédéral de l'Inspection des finances, d'autre part, pour l'exécution de la mission d'Autorité d'audit des programmes cofinancés par les Fonds structurels européens, par le FEM et la mission d'audit du volet Intégration francophone du fonds Asile, migration et intégration, tel que modifié, détermine l'exécution des missions sur la base du présent arrêté;

Considérant qu'il est nécessaire de renforcer structurellement le cadre du personnel de la Cellule audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds européens;

Sur la proposition du Ministre-Président et de la Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 8, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté du 19 janvier 2022 relatif à la Cellule audit de l'Inspection des Finances pour les Fonds européens, les mots « un agent » sont remplacés par les mots « deux agents ».

Dans l'article 8 du même arrêté, le § 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022, et uniquement durant l'exécution des missions d'audit confiées à la Cellule dans le cadre du Plan de relance de la Wallonie, la Cellule comprend, en plus des agents mentionnés au § 1<sup>er</sup>, quatre agents de niveau 1 ».

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 3.** Le Ministre qui a la coordination des Fonds structurels européens dans ses attributions et le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 6 avril 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

A. DOLIMONT

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2022/202061]

## 6. APRIL 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Änderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Januar 2022 über die Kontrollzelle der Finanzinspektion für die Europäischen Fonds

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1303/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 mit gemeinsamen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds, den Europäischen Landwirtschaftsfonds für die Entwicklung des ländlichen Raums und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds sowie mit allgemeinen Bestimmungen über den Europäischen Fonds für regionale Entwicklung, den Europäischen Sozialfonds, den Kohäsionsfonds und den Europäischen Meeres- und Fischereifonds und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1083/2006 des Rates;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 1309/2013 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 17. Dezember 2013 über den Europäischen Fonds für die Anpassung an die Globalisierung (2014-2020) und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1927/2006;

Aufgrund der Verordnung (EU) Nr. 514/2014 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. April 2014 zur Festlegung allgemeiner Bestimmungen für den Asyl-, Migrations- und Integrationsfonds und das Instrument für die finanzielle Unterstützung der polizeilichen Zusammenarbeit, der Kriminalprävention und Kriminalitätsbekämpfung und des Krisenmanagements;

Aufgrund der Delegierten Verordnung (EU) Nr. 1042/2014 der Kommission vom 25. Juli 2014 zur Ergänzung der Verordnung (EU) Nr. 514/2014 in Bezug auf die Benennung von zuständigen Behörden und ihre Verwaltungs- und Kontrollaufgaben sowie in Bezug auf den Status und die Verpflichtungen von Prüfbehörden;

Aufgrund der Verordnung (EU, Euratom) 2018/1046 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. Juli 2018 über die Haushaltsordnung für den Gesamthaushaltsplan der Union, zur Änderung der Verordnungen (EU) Nr. 1296/2013, (EU) Nr. 1301/2013, (EU) Nr. 1303/2013, (EU) Nr. 1304/2013, (EU) Nr. 1309/2013, (EU) Nr. 1316/2013, (EU) Nr. 223/2014, (EU) Nr. 283/2014 und des Beschlusses Nr. 541/2014/EU sowie zur Aufhebung der Verordnung (EU, Euratom) Nr. 966/2012;

Aufgrund der Verordnung (EU) 2021/241 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 12. Februar 2021 zur Einrichtung der Aufbau- und Resilienzfazilität;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 87 § 1;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen, Artikel 51;

Aufgrund des am 21. Juli 2016 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region abgeschlossenen Zusammenarbeitsabkommens zur Einrichtung einer gemeinsamen Auditdienststelle unter der Bezeichnung "Gemeinsame Auditdienststelle der Föderation Wallonie-Brüssel und der Wallonie";

Aufgrund des Zusammenarbeitsabkommens vom 16. Mai 2019 zwischen der Französischen Gemeinschaft und der Wallonischen Region zur Festlegung des Statuts der Personalmitglieder der gemeinsamen Auditdienststelle der Föderation Wallonie-Brüssel und der Wallonie und der Modalitäten für die Übertragung von Personalmitgliedern des Ministeriums der Französischen Gemeinschaft und des Öffentlichen Dienstes der Wallonie auf diese gemeinsame Dienststelle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. September 2019 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, das Sekretariat der Wallonischen Regierung und das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der ministeriellen Kabinette (SePAC), Artikel 56;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Januar 2022 über die Kontrollzelle der Finanzinspektion für die Europäischen Fonds;

Aufgrund des Berichts vom 7. März 2022, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 11. März 2022 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 17. März 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 28. März 2022 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 71.220/2;

In der Erwägung, dass der Verwaltungsvertrag vom 11. Februar 2016 zwischen der Wallonischen Regierung, der Regierung der Französischen Gemeinschaft und dem Kollegium der Französischen Gemeinschaftskommission einerseits und dem Interföderalen Kollegium der Finanzinspektion andererseits zur Ausführung des Auftrags als Prüfbehörde für die von den Europäischen Strukturfonds kofinanzierten Programme, für den EGF und den Prüfauftrag für die Komponente Frankophone Integration des Asyl-, Migrations- und Integrationsfonds in seiner geänderten Fassung die Ausführung der Aufträge auf der Grundlage des vorliegenden Erlasses festlegt;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, den Personalrahmen der Kontrollzelle der Finanzinspektion für die Europäischen Fonds strukturell zu verstärken;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten und der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 8 § 1 Ziffer 2 des Erlasses vom 19. Januar 2022 über die Kontrollzelle der Finanzinspektion für die Europäischen Fonds werden die Worte "einen Bediensteten" durch die Worte "zwei Bedienstete" ersetzt.

Artikel 8 § 2 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

" § 2. Ab dem 1. Januar 2022 und nur während der Ausführung der Prüfungsaufträge, die der Zelle im Rahmen des Wallonischen Wiederaufbauplans anvertraut werden, umfasst die Zelle zusätzlich zu den in Absatz 1 erwähnten Bediensteten vier Bedienstete der Stufe 1".

**Art. 2** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 3** - Der Ministerpräsident, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Koordinierung der Europäischen Strukturfonds gehört, und die Ministerin für den Öffentlichen Dienst werden mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 6. April 2022

Für die Regierung:  
Der Ministerpräsident,  
E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit,

V. DE BUE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen,

A. DOLIMONT

\_\_\_\_\_

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2022/202061]

6 APRIL 2022. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 19 januari 2022 betreffende de auditcel van de Inspectie van Financiën voor de Europese fondsen

De Waalse Regering,

Gelet op Verordening (EU) nr. 1303/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 houdende gemeenschappelijke bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds, het Europees Landbouwfonds voor Plattelandsontwikkeling, het Europees Fonds voor Maritieme Zaken en Visserij, houdende algemene bepalingen inzake het Europees Fonds voor Regionale Ontwikkeling, het Europees Sociaal Fonds, het Cohesiefonds en het Europees Fonds voor Maritieme Zaken en Visserij, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1083/2006 van de Raad en de daaruit voortvloeiende gedelegeerde handelingen;

Gelet op Verordening (EU) nr. 1309/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 december 2013 betreffende het Europees fonds voor aanpassing aan de globalisering (2014-2020) en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1927/2006;

Gelet op Verordening (EU) nr. 514/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 tot vaststelling van de algemene bepalingen inzake het Fonds voor asiel, migratie en integratie en inzake het instrument voor financiële steun voor politieke samenwerking, voorkoming en bestrijding van criminaliteit, en crisisbeheersing;

Gelet op Gedelegeerde Verordening (EU) nr. 1042/2014 van de Commissie van 25 juli 2014 tot aanvulling van Verordening (EU) nr. 514/2014 in verband met de aanwijzing van verantwoordelijke instanties en hun verantwoordelijkheden op het gebied van beheer en controle en in verband met het statuut en de verplichtingen van auditinstanties;

Gelet op Verordening (EU) 1046/2018 van het Europees Parlement en de Raad van 18 juli 2018 tot vaststelling van de financiële regels van toepassing op de algemene begroting van de Unie, tot wijziging van Verordeningen (EU) nr. 1296/2013, (EU) nr. 1301/2013, (EU) nr. 1303/2013, (EU) nr. 1304/2013, (EU) nr. 1309/2013, (EU) nr. 1316/2013, (EU) nr. 223/2014, (EU) nr. 283/2014 en Besluit nr. 541/2014/EU en tot intrekking van Verordening (EU, Euratom) nr. 966/2012;

Gelet op Verordening (EU) 2021/241 van het Europees Parlement en de Raad van 12 februari 2021 tot instelling van de herstel- en veerkrachtfaciliteit;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 87, § 1, zoals gewijzigd;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, artikel 51;

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 21 juli 2016 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot oprichting van een gezamenlijke auditdienst met name "Service commun d'audit de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie";

Gelet op het Samenwerkingsakkoord van 16 mei 2019 tussen de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest tot vaststelling van het statuut van de personeelsleden van de gezamenlijke auditdienst van de Federatie Wallonië-Brussel en Wallonie en de modaliteiten voor de overplaatsing van de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en van de Waalse Overheidsdienst naar deze gezamenlijke dienst;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 september 2019 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, het Secretariaat van de Waalse Regering en het "SePAC", artikel 56;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 januari 2022 betreffende de auditcel van de Inspectie van Financiën voor de Europese fondsen;

Gelet op het rapport van 7 maart 2022, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 maart 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 17 maart 2022;

Gelet op het advies 71.220/2 van de Raad van State, gegeven op 28 maart 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de bestuursovereenkomst van 11 februari 2016 tussen de Waalse Regering, de Regering van de Franse Gemeenschap en het College van de Franse Gemeenschapscommissie, enerzijds, en het Interfederaal Korps van de Inspectie van financiën, anderzijds, voor de uitvoering van de opdracht van Auditautoriteit van de programma's medegefinancierd door de Europese Structuurfondsen, door het EFG en de auditopdracht van het Franstalig integratie-onderdeel van het Fonds voor Asiel, Migratie en Integratie, zoals gewijzigd, de uitvoering van de opdrachten op basis van dit besluit bepaalt;

Overwegende dat het personeel van de auditcel van de Inspectie van Financiën voor de Europese Fondsen structureel moet worden versterkt;

Op de voordracht van de Minister-President en de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 8, § 1, 2<sup>o</sup>, van het besluit van de Waalse Regering van 19 januari 2022 betreffende de auditcel van de Inspectie van Financiën voor de Europese fondsen worden de woorden "een personeelslid" vervangen door de woorden "twee personeelsleden".

In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt § 2 vervangen door wat volgt:

" § 2. Vanaf 1 januari 2022, en uitsluitend tijdens de uitvoering van de auditopdrachten die aan de Cel zijn toevertrouwd in het kader van het Waals herstelplan, bestaat de Cel, naast de in § 1 genoemde personeelsleden, uit vier personeelsleden van niveau 1."

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

**Art. 3.** De Minister belast met de coördinatie van de Europese structuurfondsen en de Minister van Ambtenarenzaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 6 april 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,  
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,

A. DOLIMONT